COMPTE RENDU FNEC-FP FO 86 **F3SCT-D 86 du 3 avril 2025 : nouvelle tentative de l'administration de vider l'instance de ses prérogatives**

RAPPEL : l'instance F3SCT remplace le CHSCT, et traite de la prévention et la résolution des problèmes de santé, sécurité et conditions de travail des personnels.

En présence de IEN-A, SG, ISST, Conseillère Prévention, FO, FSU, UNSA

Sans en livrer ici de compte rendu verbatim (les syndiqués concernés ont été contactés), voici quelques éléments saillants.

Lors de cette instance, l'administration doit normalement nous faire part des moyens mis en œuvre pour répondre aux problèmes de santé et de sécurité au travail des personnels État de l'Éducation Nationale de la Vienne. Il faut rappeler que 90 % des RSST (Registre Santé et Sécurité au travail) émis par les personnels relatent des faits de violences. Ces faits de violences amènent soit des risques physiques et/ou des risques psychosociaux (très majoritaires). Il a été adoptés 4 avis lors de cette instance, [vous pourrez les consulter ici](#). Vous pourrez lire [ici notre déclaration liminaire](#) complète, mais en voici un extrait qui illustre bien la situation vécue par de plus en plus de collègues : « c'est parfois le plus difficile pour les personnels, les RSST s'en font d'ailleurs de plus en plus l'écho, le manque de réponse ou de réponse adaptée lorsque les collègues subissent ces actes de violences. Comme le disait à juste titre le Dr Polini, médecin de prévention dans la précédente instance de ce département : « **la réponse de l'administration est parfois plus impactante pour les personnels que l'évènement lui-même** ». Madame la Présidente, il est insupportable de voir des collègues en souffrance, souvent durablement, à cause de cela. **Il est urgent que les collègues se sentent considérés, défendus et protégés par leur employeur. Nous demandons solennellement ici qu'il soit apporté la plus grande attention aux réponses données aux personnels après ce type de faits afin que les personnels puissent prendre ou reprendre leur classe convenablement.** »

Malheureusement, cette déclaration liminaire a été ensuite immédiatement contredite par les (non) réponses apportées en instance par l'administration aux cas particuliers. L'administration, devant des situations très dures pour les collègues, a souvent renversé les situations en tentant de mettre en cause les collègues ! C'est inacceptable, nous somme bien sûr intervenu pour défendre factuellement les dossiers confiés par nos syndiqués. Mais, cela montre bien l'axe de l'administration : pour masquer le côté systémique des attaques contre les personnels (élèves de plus en plus difficiles ou à troubles multiples, réformes délétères, conditions d'exercice,..) il faut renvoyer les problèmes à une soit-disant responsabilité individuelle des collègues.

Nous avons également assisté à une autre attaque, cette fois sur l'ordre du jour de l'instance. Nous demandons (FO) l'inversion de l'ordre du jour de l'instance afin que les cas particuliers soient étudiés au début de l'instance pour avoir le temps de les aborder correctement. Non seulement nous n'avons pas satisfaction sur ce point, mais, d'une certaine façon, l'administration a tenté de contester le fait même qu'il y ai des situations particulières à l'ordre du jour. Le Secrétaire Général et l'ISST ont tenté de nous faire avaller que le traitement des situations particulières devaient se limiter à celles qui pouvaient avoir une incidence collective. Nous sommes revenu à la charge en expliquant qu'aucun mot du texte qui régissait l'instance ne parlait de cela et que si nous ne pouvions ni aborder les conditions de travail puisqu'elle découlaient de décisions nationales et ni les situations particulières vécus par les collègues, cette instance n'avait plus aucun sens.

Il faut en tirer la conclusion que la défense des personnels est indispensable dans ces conditions, il est plus que jamais indispensable de contacter le syndicat en cas de problème.